

L'Adresse—M. Broadbent

M. Broadbent: Le gouvernement a reçu ce mandat pour exercer un leadership. D'après tous les sondages qui ont eu lieu pendant cette campagne électorale et il ne s'agissait pas de sondages faits par notre parti ou par d'autres partis mais de sondages Gallup—on sait que les Canadiens s'inquiètent en premier lieu de l'économie, que ce soit du manque d'emploi dans les régions, du chômage en général ou de l'inflation. C'était là leur souci numéro un et ils ont voté pour un gouvernement qui au lieu de se satisfaire de sophismes ou de faire battre les montagnes, comme celui que nous avons connu depuis des années, s'attaquerait aux problèmes du chômage, de l'inflation et de l'énergie.

Le premier ministre actuel a basé sa campagne et je crois avec juste raison, sur ces questions. Nos solutions n'étaient pas celles qu'il proposait, mais nos préoccupations restaient les mêmes que les siennes. Si son inquiétude était fondée pendant la campagne—et elle l'était—quelles mesures a-t-il prises au cours des quatre derniers mois et demi pour corriger la situation?

● (1700)

Avant les élections, le premier ministre, qui était encore dans l'opposition, a fait remarquer que les augmentations salariales n'arrivaient pas à rattrapper la hausse des prix et il a réclamé des mesures pour combattre l'inflation. Par contre, depuis les élections, il n'a pris aucune mesure de ce genre—absolument aucune. Je me souviens très bien qu'avant les élections, le premier ministre...

[Français]

Dans un discours à Québec il a parlé du chômage et il a promis aux Canadiens, aux Québécois et aux autres que le parti progressiste conservateur a un plan pour redresser l'économie et pour la création de nouveaux emplois.

[Traduction]

C'était au tout début de la campagne, monsieur l'Orateur. Il a dit que c'était important. Je crois également qu'il a dit que sous l'ancien régime, le taux de chômage avait augmenté de quelque 5 points. Mais c'était avant les élections et depuis les élections, on n'a pas annoncé une seule mesure de création d'emplois.

Je pourrais parler d'une foule de choses, mais je vais passer immédiatement à la question des taux d'intérêts, monsieur l'Orateur. C'est le Parti conservateur qui, par l'intermédiaire du «Joyeux sabreur», le Président du Conseil du Trésor (M. Stevens) qui n'est malheureusement pas à la Chambre en ce moment, voulait détruire toutes les entreprises du secteur public au Canada. Le ministre a contribué à amener le Gouverneur de la Banque du Canada à témoigner devant le comité chargé d'étudier la question des taux d'intérêts et il a fort justement souligné que beaucoup d'autres pays ne passent pas leur temps à hausser le taux d'escompte, mais reconnaissent plutôt que les investissements abondent partout où il y a croissance économique—des pays comme la Suisse et d'autres qui maintiennent leur taux d'escompte à un bas niveau. Les conservateurs ont parlé du mal causé aux Canadiens ordinaires—les dirigeants de petites entreprises et les propriétaires fonciers. Avant les élections, ils ont parlé de cette question avec passion mais après, c'est non pas une, non pas deux mais trois majorations du taux d'escompte qu'ils ont approuvées.

Je n'ai plus aucun mal à comprendre puisqu'il y avait une telle contradiction lexicale dans: l'expression anglaise «progres-

[M. Broadbent.]

siste conservateur». Le message est clair: on est progressiste avant l'élection, conservateur une fois élu.

Je suis d'accord avec certains des arguments avancés par le premier ministre (M. Clark) dans son discours d'aujourd'hui, en particulier ce qui concernait les femmes et les jeunes; toutefois il n'y avait rien dans son discours ni dans le Discours du Trône qui traduise une prise de conscience de la gravité de la crise économique en Amérique du Nord.

Le *New York Times* de dimanche dernier affirmait que les Américains s'inquiètent beaucoup de l'état de leur économie. Les économistes officiels et non officiels pensent même que l'on pourrait connaître de nouveau la situation de 1929 et des années subséquentes. Cette inquiétude ne paraît nullement dans le discours du trône. Aucune allusion n'a été faite à la possibilité de voir surgir chez nous de sérieuses difficultés structurelles dues au fait que notre économie est liée à celle des États-Unis. Il n'a pas été dit qu'il s'imposait d'agir.

Je suis d'accord avec le premier ministre pour dire que les citoyens des provinces, notamment leurs dirigeants, devraient s'entendre sur une nouvelle stratégie industrielle globale. Je n'ignore pas qu'il n'est pas facile d'élaborer dans tous ses détails une telle stratégie, mais le discours du trône ne précisait rien à ce sujet, et dans son discours d'aujourd'hui le premier ministre ne semblait pas conscient non plus de la nécessité de saisir fermement les rênes du gouvernement fédéral pour régler ces questions économiques d'une importance cruciale.

Tous les députés de tous les partis s'accorderont pour dire avec moi que le problème de l'énergie figure au premier plan des soucis de tous les Canadiens et des citoyens des pays industrialisés. A l'Ouest, nous avons en partie créé le problème par notre insouciance à l'égard des mesures de conservation. Cela s'explique par une variété de raisons. Je ne suis pas très enclin à fouiller dans le passé mais plutôt à parler du présent et de l'avenir. Aucun élément particulier de l'économie ne touche aussi profondément les citoyens actuellement ni ne le fera à l'avenir que celui de l'énergie. Le discours du trône ne consacrait guère que trois lignes à la question de l'énergie, chose que je trouve plutôt alarmante. J'y reviendrai plus loin.

Abstraction faite de la question de l'énergie en général, celle des prix et de la mise au point de nouvelles sources d'énergie et ainsi de suite, ce qui a inquiété la plupart d'entre nous au cours de l'été, ce fut la décision du gouvernement d'abolir Petro-Canada. A mon avis, c'est la décision la plus déplorable qu'ait prise le premier ministre. J'ai le regret de dire, monsieur l'Orateur, que s'il persiste dans cette attitude, les historiens verront certes l'avènement de ce gouvernement comme un tournant néfaste dans un secteur déterminant de notre économie.

Juste au moment où Petro-Canada allait atteindre son utilité maximale, juste au moment où nous nous apprêtons à assurer notre sécurité en matière d'énergie, juste au moment où nous allions nous dégager de l'emprise des multinationales qui dominent ce secteur, le premier ministre décide de démanteler cet organisme. A mon sens, rarement, sinon jamais, les Canadiens ont-ils été témoins d'un tel triomphe du dogmatisme sur l'intelligence.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Rarement avons-nous été témoins d'une telle trahison des intérêts à long terme de notre pays.